

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
17 rue de la Plaine des Isles
89000 Auxerre

Auxerre, le 15/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PNEU LAURENT SNC

ROUTE DE SAUVIGNY LE BOIS

BP 127

89200 Avallon

Références : 260022
Code AIOT : 0005401035

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2025 dans l'établissement PNEU LAURENT SNC implanté Route de Sauvigny le Bois B.P. 127 89204 Avallon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a eu lieu dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Le référentiel réglementaire de la visite est le suivant :

- arrêté préfectoral de mise à jour du 16/10/2014
- arrêté préfectoral d'autorisation du 08/08/2006

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PNEU LAURENT SNC
- Route de Sauvigny le Bois B.P. 127 89204 Avallon
- Code AIOT : 0005401035
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Ex IED - MTD

La société Pneu Laurent à Avallon fabrique principalement des pneus rechapés pour poids lourds et engins de génie civil, ainsi que des bandes de roulement utilisées dans le processus de rechapage des pneumatiques.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Stockage des liquides	Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 11-4	Demande d'action corrective	1 mois
4	Entretien et maintenance	Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Bassins de confinement	Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 11.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 16/10/2014, article 1er	Sans objet
3	Etanchéité des aires et locaux de stockage	Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 11-4	Sans objet
6	Déversement des eaux résiduaires dans les égouts publics	Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 11.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site dispose de 3 zones de collecte et de rétention des eaux potentiellement polluées en cas de sinistre. Des éléments complémentaires sont toutefois attendus de l'exploitant afin de justifier leur dimensionnement et leurs modalités de fonctionnement.

Il a par ailleurs été constaté quelques stockages de produits dangereux qui n'étaient pas sur rétention durant la visite, toutefois le sol des bâtiments est bétonné.

Les matériels et équipements participant à la rétention des pollutions sur le site sont régulièrement vérifiés, cependant les vérifications trimestrielles des décanteurs séparateurs d'hydrocarbures ne sont pas tracées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2014, article 1er
Thème(s) : Situation administrative, Classement des installations
Prescription contrôlée :
Tableau de classement non reproduit

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir transmis une déclaration de modification pour la rubrique 2940. Cette modification a été portée à la connaissance du préfet via le formulaire cerfa destiné aux installations relevant du régime de la déclaration, ce qui ne correspond pas à la procédure adaptée pour porter à la connaissance du préfet des modifications apportées aux installations relevant du régime de l'enregistrement et gérées selon les procédures de l'autorisation comme c'est le cas des installations exploitées par la société PNEU LAURENT (https://www.bourgogne-franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/declarer-une-modification-dans-une-icpe-a8521.html). Toutefois, s'agissant d'une modification conduisant à la baisse des activités sans cessation de ladite activité, il est considéré, dans le cas particulier de cette modification, que les éléments transmis valent porter-à-connaissance du préfet en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</p> <p>La rubrique 2940 était exploitée sous le régime de l'enregistrement (700 kg/jour) et est désormais exploitée sous le régime de la déclaration (20 kg/jour). Un calcul transmis par l'exploitant justifie la capacité à la baisse.</p> <p>Dans le cadre de cette modification, les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation demeurent applicables en tant que prescriptions spéciales, et il sera intégré, à l'occasion d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire, des dispositions précisant que la cessation d'activité pour cette rubrique sera à réaliser selon la procédure applicable aux installations relevant du régime de l'enregistrement, le changement de régime étant lié à une baisse de capacité.</p> <p>Les autres rubriques ne sont pas modifiées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Stockage des liquides

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 11-4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, capacités</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas, 800 litres minimum, ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. <p>La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. La vidange de cette capacité ne doit pas se faire, même partiellement, par gravité. Le dispositif permettant la vidange doit être à commande manuelle.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit être contrôlable à tout moment et contrôlée</p>

<p>régulièrement.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosses maçonnées, ou assimilées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir la majorité de son stock dans un bâtiment placé sur rétention.</p> <p>Les rétentions sont à l'abri des eaux pluviales.</p> <p>La chaufferie a été inspectée, les stockages de produits liquides sont sur des rétentions suffisamment dimensionnées, avec un affichage clair du pH.</p> <p>A l'usine Saint Ladre, le container utilisé pour la récupération des eaux de lavage est posé sur le sol à côté de sa rétention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit placer sur rétention l'ensemble des stockages susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Etanchéité des aires et locaux de stockage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 11-4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, étanchéité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluant, solides ou liquides (ou liquéfiés) doivent être effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites accidentelles.</p> <p>Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les sols des bâtiments sont bétonnés.</p> <p>Une fiche réflexe est établie pour pallier les déversements accidentels, l'équipe pompier est mobilisée si les kits à disposition ne sont pas adaptés ou insuffisants.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Entretien et maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Prescription contrôlée : L'exploitant doit entretenir en bon état et vérifier les matériels, appareils et réseaux nécessaires au transport et au stockage des substances dangereuses toxiques ou insalubres, à la prévention, à la collecte, au traitement et à la mesure des pollutions ainsi que ceux nécessaires à la sécurité. Pour ce faire, il doit procéder ou faire procéder à toutes mesures utiles telles qu'inspections, vérifications, étalonnages, visites périodiques de contrôle, visites d'entretien préventif. Il doit diligenter sans délai les réparations et mises à niveau dont la nécessité est ainsi mise en évidence. Il doit justifier que ces mesures sont suffisantes et doit conserver les justificatifs de leur réalisation. Il est particulièrement tenu de : <ul style="list-style-type: none">• contrôler régulièrement, au moins annuellement, les dispositifs de disconnexion prévus à l'article 11.2.a,• vérifier au moins 3 fois par an et entretenir au moins une fois par an, les décanteurs séparateurs d'hydrocarbures et les dispositifs de filtration des MES,• contrôler régulièrement, au moins annuellement, les obturateurs des bassins de confinement.
Constats : L'exploitant fait contrôler annuellement les disconnecteurs de ses 5 compteurs d'eau potable par le gestionnaire du réseau, les ballons obturateurs sont contrôlés annuellement par un prestataire. L'équipe pompier vérifie chaque semaine la pression des ballons obturateurs. L'exploitant a déclaré vérifier régulièrement les séparateurs d'hydrocarbures, qui par ailleurs, sont vidangés annuellement. Il n'a toutefois pas été en mesure de présenter un document justifiant la réalisation de ces vérifications.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit tracer les vérifications du bon fonctionnement et de la capacité des séparateurs d'hydrocarbures dans un registre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Bassins de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 11.4
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention de la pollution des eaux
Prescription contrôlée : Des bassins de confinement des eaux accidentellement polluées notamment lors de l'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle y compris des eaux pluviales doivent être réalisés avec un volume minimal de 1 000 m ³ pour la partie usine hors secteur chaufferie et bâtiments H1

et H2, et 740 m³ pour Saint Ladre.

Les eaux accidentellement polluées du secteur chaufferie et bâtiment H1 et H2 doivent être également recueillies. Un dispositif supplémentaire, ayant une capacité suffisante pour retenir à la fois les eaux incendies et les eaux pluviales de cette zone, doit être mis en place. L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées, les caractéristiques et le dimensionnement de ce dispositif.

Ces eaux doivent s'écouler dans ces bassins par phénomène gravitaire ou par un dispositif de pompage dont l'efficacité en situation d'accident peut être démontrée.

Ces bassins doivent être normalement étanche et leur étanchéité peut être vérifiée. En période de fonctionnement normal, le bassin de la partie usine doit être maintenu vide, le bassin de Saint Ladre doit avoir une hauteur d'eau maximum de 40 cm.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ces bassins doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

Constats :

Selon les déclarations de l'exploitant, le site dispose de 3 rétentions :

- l'usine Saint Ladre, située sur une parcelle indépendante, possède son propre bassin étanché. Le réseau des eaux pluviales (EP) converge vers le bassin. **Par défaut, le poste de relevage utilisé pour la vidange est en position de fonctionnement automatique et maintient le bassin vide ;**
- une zone de rétention est définie le long de la zone de livraison poids lourds, le mur en béton armé va faire l'objet de travaux d'étanchéité en raison de fissures présentes. Le confinement s'effectue par ballons obturateurs. Cette rétention collecte les eaux du secteur chaufferie et bâtiments H1 et H2 ;
- un bassin est présent au sud-est du site, à proximité des parkings du personnel. Ce bassin est clos et équipé d'un ballon obturateur. Une vérification de l'étanchéité va être menée prochainement, le nettoyage du bassin, le remplacement de la vanne de vidange sont programmés et l'étanchéité sera réparée si besoin.

Il a été constaté que ces 3 rétentions étaient vides lors de la visite.

L'exploitant a indiqué que l'équipe pompier du site était chargée de la manœuvre des dispositifs de confinement.

Pour l'usine principale, la répartition de l'écoulement des eaux pluviales vers les dispositifs de confinement n'a pas été expliquée par l'exploitant. De même, l'exploitant n'a pas fourni de justification concernant le volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction pour son site.

L'inspection remarque que la zone de stockage des pneus usagés destinés au rechapage ne comporte pas de système permettant la rétention des eaux susceptibles d'être polluées. Cette aire, clôturée et sans alimentation électrique, accueille un grand volume de pneumatiques usagés. L'exploitant est conscient des risques de malveillance liés à ce dépôt ainsi que du danger d'incendie associé à la circulation d'engins sur cette zone.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La justification des volumes des dispositifs de rétention ainsi que les conclusions des vérifications d'étanchéité prévues doivent être transmises à l'inspection.

<p>Les consignes de manœuvre des organes de confinement doivent être transmises à l'inspection, notamment afin de justifier les modalités prévues au niveau du poste de relevage au niveau de l'usine Saint Ladre qui est en fonctionnement automatique par défaut.</p> <p>Concernant la zone de stockage des pneumatiques, il est demandé à l'exploitant de justifier la quantité maximale de pneumatiques usagés susceptibles d'être stockés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Déversement des eaux résiduaires dans les égouts publics

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 11.6
Thème(s) : Risques chroniques, Déversement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément à l'article L. 1331-10 du Code de la santé publique, le déversement d'eaux usées, autres que domestiques, dans les égouts publics doit être préalablement autorisé par la collectivité à laquelle appartiennent les ouvrages qui seront empruntés par ces eaux usées avant de rejoindre le milieu naturel.</p> <p>"[...]"</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'une autorisation de déversement et d'une convention de rejet.</p>
Type de suites proposées : Sans suite